

leur vote avec leur argent pour les prochaines élections. Il voudrait que la Chambre l'autorise à emprunter 29.5 milliards de dollars. Mais qu'il aille au diable! On ne parviendra jamais à nous faire avaliser pareil emprunt inconditionnel. Il est parfaitement insensé que de vouloir emprunter 29.5 milliards, et nous ne l'y autoriserons pas.

• (1630)

Non seulement le gouvernement prétend emprunter 29.5 milliards, mais il compte aussi garnir ses coffres de plusieurs milliards de dollars en imposant des augmentations d'impôt à compter de 1984; mais cela les contribuables l'ont oublié. Lors de l'avant avant-dernier budget, le ministre des Finances a prévu d'importantes augmentations d'impôt sur le revenu des particuliers qui devaient entrer en vigueur en 1984. Les contribuables ne s'en apercevront qu'au moment de déclarer leurs revenus en 1985. Voilà une manigance politique bien avisée! Non seulement le gouvernement souhaite emprunter plus d'argent, mais il s'approprie en recettes fiscales des milliards de plus cette année grâce aux augmentations d'impôt qui ont été prévues par le ministre des Finances dans son budget d'il y a deux ans.

Le gouvernement se montre parfaitement déraisonnable à réclamer pareille somme et nous refusons carrément de lui accorder ce montant astronomique. Il voudrait que nous lui donnions carte blanche pour ces 29.5 milliards alors qu'il gère déjà fort mal les sommes à sa disposition. Qu'on me permette de citer un exemple. J'ai appris que le gouvernement fédéral avait subventionné une conférence fort intéressante, la Conférence circumpolaire des peuples inuits du Canada à laquelle ont également participé les peuples aborigènes d'Islande, du Groënland et de l'Alaska; les aborigènes de la Russie ont été également invités, mais naturellement ils n'ont pas été autorisés à y assister.

Le gouvernement fédéral a fait don de \$100,000 pour cette conférence. Où a-t-il pris cet argent? Il a puisé ces \$100,000 à même les crédits réservés aux soins médicaux pour les Indiens et les Inuits dans le Grand Nord. Le gouvernement a justifié cette ponction en prétextant que, d'après lui, les crédits pour les soins de santé des Indiens et des Inuits dans le nord du Canada seraient excédentaires.

Je vous demande de me citer un cas, monsieur le Président, où le budget des services de santé—que ce soit à Brampton-Georgetown, à Restigouche, à Témiscamingue ou ailleurs—contient trop d'argent. Dans le domaine des services de santé, il n'y a pas trop d'argent. Pourtant, prétextant qu'il y aurait trop d'argent au budget des services de santé pour les Indiens et les Inuit du nord du Canada, le gouvernement a prélevé \$100,000, et il s'en est servi pour financer une conférence. Maintenant, il vient redemander obséquieusement les \$100,000 dans le budget supplémentaire (C). Il veut remettre cet argent dans le budget des services de santé pour les Indiens et les Inuit du nord de l'Ontario. C'était complètement ridicule de prélever cet argent de ce budget.

On ne prélève tout simplement pas d'argent du budget des services de santé pour les Indiens et les Inuit ou pour n'importe quel budget de services de santé pour financer une activité

comme une conférence. C'était une conférence intéressante, mais elle aurait dû être financée par le secrétaire d'État (M. Joyal). Si elle concerne les Affaires du Nord canadien, on aurait bien pu trouver de l'argent ailleurs qu'au budget des services de santé pour les Indiens et les Inuit du Nord. C'est complètement ridicule et pourtant le gouvernement qui s'abaisse à cela nous demande de lui faire un chèque de 29.5 milliards de dollars. Je ne crois pas que les Canadiens veulent que nous acceptions. Je ne crois pas qu'ils s'attendent à ce que nous remettions un chèque en blanc au gouvernement, surtout qu'il n'a pas de chef.

Coupons la poire en deux et laissons le nouveau chef revenir nous expliquer quelles sont les dépenses prioritaires du gouvernement. Nous lui donnerons peut-être encore 15 milliards de dollars, s'il en a besoin. Pour le moment, le gouvernement a juste besoin de 15 milliards pour arriver à l'automne prochain, en attendant d'avoir un nouveau chef. Nous nous opposons à son projet de loi. Si le gouvernement diminue la somme de moitié, nous y réfléchissons de nouveau.

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, nous avons le gouvernement le plus inefficace et le plus dépensier de toute l'histoire du Canada. En outre, il n'a pas son pareil pour trouver des artifices afin de tromper la population. Je ne parle pas à la légère. Permettez-moi de donner quelques exemples.

Le gouvernement est inefficace parce qu'il n'essaie pas d'obtenir la meilleure rentabilité possible avec l'argent qu'il dépense. Il est dépensier au point de jeter l'argent par les fenêtres. Enfin, il est évident qu'il se sert de rideaux de fumée pour camoufler la réalité et tromper la population. S'il est vrai qu'un rideau de fumée est un artifice utile en temps de guerre pour rester hors de la vue de l'ennemi, il est scandaleux qu'un gouvernement ait recours à des artifices politiques en temps de paix pour empêcher les contribuables de voir ce qu'il fait.

Voyons un peu de quels artifices s'est servi le gouvernement et ce qu'il essaie de cacher aux citoyens. A l'occasion du dernier budget, nous avons entendu le ministre des Finances (M. Lalonde) et des députés gouvernementaux affirmer que les impôts n'augmenteraient pas. C'est un merveilleux budget parce qu'il ne comporte pas d'augmentation d'impôt, selon eux. Cependant, ces augmentations avaient été annoncées un an plus tôt dans l'espoir que tout le monde les oublierait. En réalité, les impôts doivent augmenter cette année et les Canadiens s'en rendront compte au moment où ils vont commencer à les acquitter. Par exemple, la taxe spéciale de relance doit augmenter cette année de 1 p. 100, ce qui coûtera 300 millions de dollars aux contribuables canadiens. Malgré cela, le gouvernement ose affirmer qu'il n'y a pas d'augmentation d'impôt. Voilà un bel artifice.

Par ailleurs, le gouvernement a touché à la réduction de l'impôt fédéral, ce qui obligera les contribuables canadiens à verser 445 millions supplémentaires dans les coffres de l'État. Il ira prendre 180 millions dans les poches des citoyens en éliminant la déduction forfaitaire de \$100. La désindexation du seuil de revenu donnant droit au crédit d'impôt pour enfant lui rapportera 155 millions. Je pourrais donner bien d'autres exemples.